

ARRETE DU MAIRE

2025-1116

**ARRETE ANNUEL DE
RESTRICTION DE
CIRCULATION
RELATIF AUX
TRAVAUX DE TONTE
ET DE FAUCHAGE
SUR LE TERRITOIRE
DE LA COMMUNE DE
MANTES-LA-VILLE**

**DU 01.01.26 AU
31.12.26**

Le Maire de la commune de Mantès-la-Ville,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le code de la Route et notamment l'article R417-10, R417-11, R417-12.

Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes, modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté de délégations de fonctions et de signature au Conseiller Délégué au Maire n°2020-605 en date du 22 juillet 2020, accordant délégation de fonction et de signature à Monsieur Vincent TESSON, Conseiller Municipal Délégué,

Considérant la demande de la Communauté Urbaine du Grand Paris Seine et Oise, (Mail : ctcbuchelay-voirie@gpseo.fr) pour le compte de son prestataire, la **Société ID VERDE** sise, au n°2 avenue des Trois Peuples 78067 SAINT-QUENTIN EN-YVELINES, représentée par M. Sylvain NIEMANN (Mail : sylvain.niemann@idverde.com), et M. Richard BATISTA (Mail : richard.batista@idverde.com), qui ont en charge les travaux de tonte et de fauchage sur le territoire de la Commune de Mantès-la-Ville.

Les interventions sur le domaine public nécessitent certaines restrictions temporaires de circulation au droit des chantiers, et qu'il y a lieu de simplifier la procédure administrative,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté est valable du 1^{er} janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026.

ARTICLE 2 :

La Société ID VERDE. est autorisée à intervenir sur les voies communales, situées sur le territoire de la Commune de Mantès-la-Ville ainsi que sur les sections en agglomération des routes départementales n°65, n°110, n°113, n°158, n°928 et n°983, en respectant les articles ci-dessous.

Les restrictions de la circulation et du stationnement seront les suivantes:

- La restriction de circulation à une voie se fera en alternat par feux tricolores, manuellement à l'aide de piquets K10 ou par panneaux de signalisation de sens prioritaire (C18, B15).

2025-1116

**ARRETE ANNUEL DE
RESTRICTION DE
CIRCULATION
RELATIF AUX
TRAVAUX DE TONTE
ET DE FAUCHAGE
SUR LE TERRITOIRE
DE LA COMMUNE DE
MANTES-LA-VILLE**

**DU 01.01.26 AU
31.12.26**

- Le stationnement sera interdit au droit et selon l'avancement des travaux. Le stationnement sera considéré comme gênant et une mise en fourrière sera prescrite.
- Dans le cadre des interventions urgentes de mise en sécurité, une rue pourra être fermée ponctuellement à la circulation pendant la durée des travaux et une déviation sera mise en place.
- Une déviation des piétons sera mise en place si nécessaire.
- Vitesse limitée à 30Km/h.
- Interdiction de dépasser.

ARTICLE 3 :

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre devront en avvertir par écrit la Commune, par écrit, des travaux réalisés à l'aide de cet arrêté au plus vite.

ARTICLE 4 :

Des sections des RD 113, 928 et 983 étant classées à grande circulation et afin de permettre les interventions ou la mise en sécurité d'une voie, nécessitant une restriction de circulation ou interdiction de stationnement modifiant le comportement des usagers de la route, les dispositions de l'article 2 pourront être appliquées en agglomération.

ARTICLE 5 :

La réglementation des chantiers hors agglomération des routes départementales visées à l'article 2 ainsi que celles des chantiers nécessitant la mise en place d'une déviation sortant du périmètre de l'agglomération ne sont pas concernées par le présent arrêté.

ARTICLE 6 :

Les entreprises ou les personnes physiques exécutant les travaux auront la charge de la signalisation temporaire du chantier. Elles seront responsables des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui actuellement sont édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre I – 8^{ème} partie – approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

ARTICLE 7 :

Cet arrêté de circulation n'est délivré que pour les entreprises citées dans les considérants du présent arrêté. Il n'est pas transmissible et il ne dispense pas des autres autorisations nécessaires. Toutes les interventions devront être signalées à l'adresse mail suivante : « domainepublic@manteslaville.fr ».

L'arrêté de circulation devra être affiché à chaque intervention et pendant toute la durée des travaux, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 :

Afin d'éviter l'ouverture simultanée de plusieurs chantiers qui pourraient apporter un gêne à la circulation, le Maire se réserve le droit de retarder l'exécution du chantier ou de fixer d'autres dates en accord avec le pétitionnaire.

2025-1116

**ARRETE ANNUEL DE
RESTRICTION DE
CIRCULATION
RELATIF AUX
TRAVAUX DE TONTE
ET DE FAUCHAGE
SUR LE TERRITOIRE
DE LA COMMUNE DE
MANTES-LA-VILLE**

**DU 01.01.26 AU
31.12.26**

ARTICLE 9 :

L'interdiction de stationner édictée dans le ou les articles du code de la route sera considérée comme stationnement gênant. Tous véhicules en infraction du présent arrêté pourront être verbalisés et mis en fourrière.

ARTICLE 10 :

Les services de Police pourront être amenés à prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité publiques.

ARTICLE 11 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'Etat et de sa date de publication et/ou notification, auprès du Tribunal Administratif de VERSAILLES.

ARTICLE 12 :

Monsieur le Directeur Général Adjoint des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Responsable du service de la Police Municipale de Mantès-la-Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Mantès-la-Ville, le 09 décembre 2025.

Pour le Maire
Et par délégation,
le Conseiller Délégué,


Vincent TESSON